



ANALYSE

2019/23

10 ANS DE CRISE DU LAIT. ET SI CE N'ÉTAIT QU'UN DÉBUT ?

10 ans de crise du lait. Et si ce n'était qu'un début ?

Il y a des images qui vous heurtent et vous marquent durablement. Des événements qui traversent les années et dont on se souviendra longtemps. Vous vous rappelez certainement de ce que vous faisiez quand vous avez été informé de l'explosion du réacteur de Tchernobyl, de la chute du mur de Berlin ou encore de l'effondrement des tours jumelles du World Trade Center.

Pour ceux qui s'intéressent au milieu rural et à l'avenir de notre agriculture paysanne, le déversement de 3 millions de litres de lait dans un champ à Ciney par des agriculteurs venus de l'Europe entière en cette funeste journée 16 septembre 2009ⁱ s'inscrit pleinement dans cette puissance mémorielle des images.

Le ballet funèbre des tracteurs et tonneaux à lait

Comment oublier ce ballet incessant de tracteurs et les mines exsangues d'agriculteurs au bout du rouleau qui venaient, là, de sacrifier leurs dernières sources de revenus ?

Nous avons été bouleversés, remués, pris aux tripes par ces images retransmises dans le monde entier par un parterre de journalistes eux-mêmes médusés par l'ampleur du désastre.

Et comme souvent, que ce soit dans l'Histoire avec un grand « H » ou l'histoire de notre milieu rural, quand on en arrive à de telles extrémités, il y a quelqu'un pour dire : « plus jamais ça ! ». Le ballet des tracteurs laissa alors sa place à celui des bonnes intentions et des promesses...

Il fallait un renversement de mentalité. Pour que les « plus jamais ça ! » ne restent pas de vaines paroles, le lait devait à nouveau se parer de ses lettres de noblesse. L'on devait valoriser le travail des producteurs. Il fallait aussi redorer le blason du précieux liquide, le rétablir au panthéon des aliments. Mais aussi et surtout, revoir le système pour permettre aux agriculteurs d'enfin prétendre à un revenu décent, un revenu respectueux de leur travail.

Car derrière l'image de ce lait déversé par millions de litres, le message est limpide : ce lait est jeté car, de toute façon, il ne vaut plus rien. On l'achète à un prix dérisoire qui n'a plus rien à voir avec la valeur du travail et encore moins avec sa valeur intrinsèque, ses qualités en tant que nutriment.

De l'espoir né de l'onde de choc de cette image, que reste-t-il aujourd'hui ? Combien de producteurs laitiers aujourd'hui se montrent enthousiastes à l'idée de remettre leur exploitation à leur enfant ? Car sans relêve, c'est tout un pan de notre économie rurale, de notre paysage, de nos traditions culinaires qui est en train de disparaître, au profit d'une uniformisation industrielle du goût, des textures, mais aussi des modes d'exploitation, des races d'animaux, du paysage, etc.

10 ans plus tard, la crise, toujours la crise !

10 ans après ce qu'on a appelé la crise du lait, force est de constater que le secteur est toujours à genoux. Rien n'a réellement changé.

Les prix sont toujours alignés sur les marchés et restent donc dramatiquement volatiles et basⁱⁱ tandis que les producteurs perdent toujours de l'argent en travaillant et ne voient pas venir le bout du tunnelⁱⁱⁱ.

Pire ! La chute du nombre d'exploitations s'est encore intensifiée. Alors qu'en 2005, 6316 fermes produisaient du lait, dix ans plus tard, elles n'étaient plus que 3966^{iv} et même environ 3600 en 2018^v. Ce sont d'ailleurs les plus petites structures qui disparaissent au profit d'une agriculture laitière toujours plus grande, intensive, passant, sur le même temps, de 38 vaches laitières en moyenne par exploitation à 53 vaches. Soit une augmentation de 40%^{vi} !

Il faut être réaliste. Au vu de ces chiffres, c'est une véritable restructuration industrielle de notre paysage laitier wallon qui s'opère sous nos yeux. Une restructuration encouragée par la vision libérale des autorités traitant de ces matières.

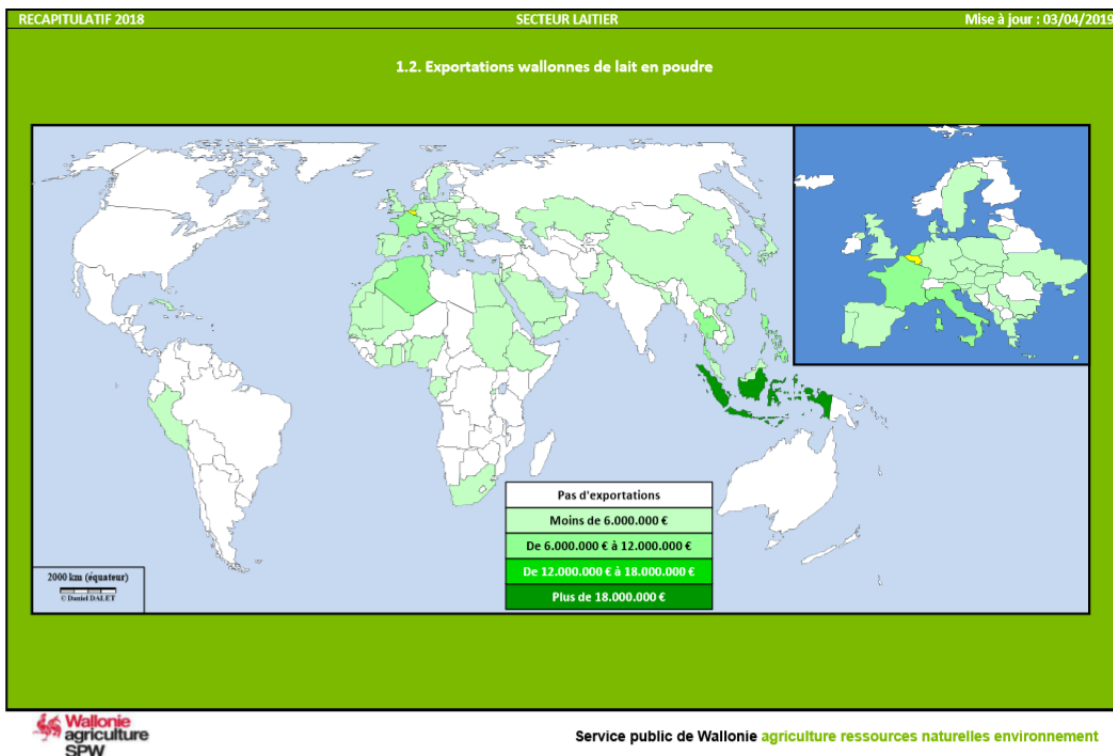
La solution prônée par le secteur, à savoir le retour à un système de régulation depuis l'abandon du système de quotas est ainsi tout bonnement inacceptable pour nos décideurs.

Preuve s'il en est de leur attachement à la mondialisation et à la dérégulation des échanges commerciaux : la pression du monde libéral pour la signature wallonne du CETA et, plus récemment, le soutien du gouvernement fédéral au traité de libre-échange du Mercosur avec le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay.

Aussi, le seul geste consenti après les événements de Ciney réside dans la mise en place momentanée d'un système d'achat par l'Europe des surplus de lait en vue de les stocker sous forme de poudre et les revendre progressivement lorsque les marchés mondiaux seront au vert.

Très ironiquement, on compte donc désormais sur la volatilité des marchés pour régler des problèmes liés à ... la volatilité des marchés ! Ou quand nos décideurs jouent au pompier pyromane avec l'accord de toute une filière.

Cette dérégulation, cette vision libérale des échanges sur le lait induit aujourd'hui encore les mêmes problèmes qu'en 2009. Bien que hautement qualitatif, le lait wallon n'est pas réellement consommé chez nous mais finit soit sur les étals des pays limitrophes, soit sur les marchés sous forme de poudre dont deux tiers de la production part à destination de l'Asie et l'Afrique^{vii}.



Par conséquent, le fait que le lait soit globalement produit de façon respectueuse de l'environnement en Wallonie n'a que peu d'intérêt vu qu'il part à l'autre bout de la planète. De même que la qualité reconnue

de la production wallonne perd toute sa valeur lorsqu'elle se retrouve ainsi transformée en poudre à destination de l'exportation.

En outre, cette vision mondialisée des échanges, non contente de provoquer la misère des agriculteurs wallons est également à l'origine de désastres économiques dans les pays où l'on exporte notre production.

Biberonnée aux primes de la PAC, la poudre de lait européenne est bien moins chère que la production indigène. Ces exportations mettent donc sous pression les producteurs locaux qui ne peuvent, à leur tour, vivre de leur propre lait face à cette concurrence tout à fait déloyale.

« Les produits laitiers européens sont vendus moins chers que les indiens. Les prix locaux dégringolent et ces importations privent les petits producteurs de travail », signale Kannaiyan Subramanian, ancien éleveur laitier du sud de l'Inde, qui cite encore le chiffre hallucinant de 300 000 suicides d'agriculteurs indiens par an. « Nous ne voulons plus de lait d'Europe ou des Etats-Unis, qui ruine nos paysans et menace notre mode de vie ! »^{viii}

Des investissements à long terme pour satisfaire un marché de l'immédiateté

Bien que conscients des graves dérives du système conventionnel actuel, paradoxalement, beaucoup de producteurs lui restent fidèles malgré la crise. En fait, beaucoup se sentent pieds-et-poings liés. Désespérés. Ils ne désirent plus qu'une chose : écouler leur stock. « Moi, tant qu'on me prend mon lait, je suis soulagé. »^{ix}

Pourtant, en 2009, nombreux ont été à suggérer aux producteurs de se diversifier, de créer de la valeur ajoutée en transformant eux-mêmes leur lait, de s'orienter vers une production plus qualitative, voire de choisir la voie du BIO.

Mais c'est que ces recommandations omettent le fait que, pendant des décennies, l'on a poussé les agriculteurs dans la direction opposée. Il fallait absolument investir pour s'agrandir et intensifier toujours davantage sa production afin d'affronter les marchés. Beaucoup se sont alors endettés.

Liés à des emprunts sur du long terme pour satisfaire la vision versatile des marchés, les agriculteurs sont coincés et financièrement liés à ce système conventionnel productiviste pour des années encore. *In fine*, peu d'entre eux ont le choix d'accomplir cette reconversion salvatrice.

C'est d'ailleurs ce que vient de confirmer une étude prospective du secteur réalisée par l'UCLouvain selon laquelle, à contexte inchangé d'ici 2050, la tendance actuelle à l'intensification de la production laitière se perpétuera et s'accroîtra même encore davantage^x.

Le problème de la rémunération du travail des producteurs laitiers est-il donc condamné à se perpétuer jusqu'à la fin de cette restructuration en règle à l'œuvre actuellement et qui envoie de nombreuses familles dans la misère chaque année ?

Que pouvons-nous faire ?

En tant que consommateurs soucieux de l'avenir de notre paysage rural, comment pouvons-nous réagir ? Comment soutenir un secteur d'activité ancestral et fondateur de notre culture rurale ?

La solution prônée par les marques et de nombreuses grandes enseignes surfant sur la vague éthique qui touche l'alimentation est d'inciter les consommateurs qui veulent soutenir les producteurs à acheter leur lait plus cher pour mieux rémunérer les producteurs.

Or, comme le concluait une étude menée auprès des consommateurs du milieu rural^{xi}, il est hors de question que ce soutien devienne l'alibi des dérives du marché.

Le système mondialisé des échanges du lait dépossède les agriculteurs de leurs revenus et de la satisfaction d'un travail bien fait et apprécié pour sa qualité. Aussi, demander aux consommateurs de mettre un emplâtre sur une jambe de bois et ne rien changer de la sclérose qui guette ce secteur est proprement insultant.

L'heure n'est pas à la charité mais à l'avènement d'un rapport de force équitable et juste qui permette aux agriculteurs de fixer leur prix en fonction de leur coût de production^{xii}.

Par contre, en l'état, il ne convient pas de rejeter cette mondialisation en bloc car si la production de lait en Wallonie couvre l'entièreté de nos besoins, le marché n'est pas à l'autoconsommation mais bien à un équilibre entre importations et exportations^{xiii}.

Dès lors, si nous voulons limiter ces exportations destructrices pour les revenus des producteurs, certains considèrent qu'il faudrait consommer exclusivement du lait wallon. Encore une fois, ce scénario met la responsabilité sur les consommateurs, priés de consommer davantage local pour « sauver » le modèle de production wallon.

À l'heure actuelle donc, l'unique solution imaginée pour résoudre cette crise du lait semble reposer sur les seules épaules des consommateurs wallons. Il ne faut surtout rien changer au système, l'on doit simplement stimuler l'empathie des citoyens. On voudrait en effet nous faire croire que l'avenir de tout un pan de notre économie dépend de la seule solidarité des consommateurs.

Mais quel est notre rôle dans le chaos actuel ? Nous, citoyens, consommateurs, pouvons faire partie de la solution mais ne sommes pas armés pour porter la responsabilité de la restructuration, voire l'effondrement de l'agriculture laitière familiale wallonne. Dès lors, ce que l'on nous propose actuellement est proprement insuffisant et inadmissible.

Bref, s'il n'y a pas de solution globale acceptable en tant que consommateurs et si soutenir la mise sur pied de coopératives, promouvoir la diversification à la ferme et la vente directe ne seront jamais suffisants pour sauver l'ensemble du secteur, il nous reste à agir de manière citoyenne.

La saga du CETA a montré que nous avons un pouvoir au-delà de celui que nous confèrent nos actes de consommation. Certes la Wallonie était bien seule à s'opposer à ce traité mais elle a pu montrer l'exemple, un exemple fondateur d'une culture de résistance. Gageons dès lors qu'à l'avenir la propagation de ces actes de résistance à d'autres pays dotera les citoyens européens d'un pouvoir bien plus puissant pour la sauvegarde de leur patrimoine.

Cependant, cela n'aurait d'effet que si, par ailleurs, nous élisons des partis et personnalités soutenant et qui s'intéressent personnellement à l'avenir de notre agriculture familiale et sa rentabilité en dehors du système mondialisé dérégulé.

Les consommateurs ne peuvent pas tout. Dans un monde où les inégalités grandissent et où la pauvreté se ressent partout, nous, consommateurs, ne sommes pas les vaches à lait d'un système boiteux.^{xiv}

Corentin de Favereau
Chargé d'études et d'analyses

A méditer :

- « D'ici 2050, la tendance actuelle à l'intensification de la production laitière se perpétuera et s'accroîtra même encore davantage. »
- 2/3 des exportations wallonnes de poudre de lait sont destinées aux marchés Asiatique et Africain
- La restructuration que connaît le secteur du lait n'est-elle pas en court dans l'ensemble des autres secteurs agricoles traditionnels ? N'est-ce pas notre agriculture familiale dans sa globalité qui va droit dans le mur ?



Avec le soutien de



Cette analyse est disponible au format PDF sur notre site Internet www.acrf.be

L'ACRF-Femmes en milieu rural souhaite que les informations qu'elle publie soient diffusées et reproduites. Toutefois, n'oubliez pas, dans ce cas, de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication.

Merci !

*Editeur responsable : ACRF-Femmes en milieu rural ASBL – rue Maurice Jaumain 15 – 5330 ASSESSE
R.P.M. Liège-division Namur n°0408.004.863*

ⁱ <https://lalibre.be/economie/mes-finances/crise-du-lait-retour-sur-l-evolution-des-prix-5d80b8c5d8ad5878fd49b870>, site consulté le 6 novembre 2019.

ⁱⁱ <https://lalibre.be/economie/entreprises-startup/pour-en-finir-avec-la-crise-du-lait-569be3143570b38a5832ccf2>, site consulté le 6 novembre 2019

ⁱⁱⁱ Propos recueillis auprès d'un producteur de lait le 3 octobre 2019, site consulté le 6 novembre 2019

^{iv} <https://walloniedemain.be/wp-content/uploads/2019/03/UCL-brochure-lait-web.pdf>, site consulté le 6 novembre 2019

^v <https://agriculture.wallonie.be/documents/20182/21858/rapport2009.pdf/87b58973-7a30-4296-bb11-6c2b475ab6a9>, site consulté le 6 novembre 2019

^{vi} <https://walloniedemain.be/wp-content/uploads/2019/03/UCL-brochure-lait-web.pdf>, site consulté le 6 novembre 2019

^{vii} <https://agriculture.wallonie.be/documents/20182/37828/Tableaux-de-bord-2016/3f7dcb4a-8b6d-4cea-9c22-3f83e6d217e8>, site consulté le 6 novembre 2019

^{viii} <https://lalibre.be/economie/entreprises-startup/pour-en-finir-avec-la-crise-du-lait-569be3143570b38a5832ccf2>, site consulté le 6 novembre 2019

^{ix} Témoignage recueilli auprès d'un producteur de lait wallon le 3 octobre 2019.

^x <https://walloniedemain.be/wp-content/uploads/2019/03/UCL-brochure-lait-web.pdf>, site consulté le 6 novembre 2019

^{xi} <http://acrf.be/wp-content/uploads/2017/12/étude-prix-2017-1.pdf>, site consulté le 6 novembre 2019

^{xii} Voir à ce propos l'initiative prix juste au producteur du Collège des producteurs. <https://prixjuste.be>, site consulté le 6 novembre 2019

^{xiii} <https://bcz-cbl.be/fr/produits-laitiers-en-chiffres/exportation/>, site consulté le 6 novembre 2019

^{xiv} <http://acrf.be/wp-content/uploads/2017/12/étude-prix-2017-1.pdf>, site consulté le 6 novembre 2019